



PREFECTURE INDRE

## **Arrêté n °2013322-0001**

**signé par**  
**Jean- Marc GIRAUD, Secrétaire général de la préfecture de l'Indre**

**le 18 Novembre 2013**

**36 - Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de  
l'Indre (DDCSPP)  
Service de la Protection des Populations  
Unité Protection de l'Environnement**

arrêté mettant la société Entreprise FERAY en  
demeure de respecter les dispositions des  
arrêtés préfectoraux l'autorisant à exploiter une  
carrière de calcaire à SAINT- MAUR.

## ARRETE

**Article 1er :** La société Entreprise FERAY dont le siège social est sis au lieu-dit « Vilaines », route de Châtellerault - 36000 Châteauroux est mise en demeure de conformer aux dispositions suivantes des arrêtés préfectoraux susvisés du 1er juillet 1996 et du 24 novembre 2009 l'autorisant à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de Saint Maur au lieu-dit « Les Pièces de Parçay » :

**- Article 6 de l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 et article III.4.F de l'arrêté du 24 novembre 2009 – Distance de sécurité**

*« Les abords de l'excavation sont tenus à une distance horizontale de 10 mètres au moins des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ».*

**Délai : 3 mois**

**- Article 5 de l'arrêté du 1er juillet 1996 et article III.6.A.a de l'arrêté du 24 novembre 2009 - Clôture**

*« L'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (merlon de 2 mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation ».*

**Délai : 3 mois**

**Article 5 de l'arrêté du 1er juillet 1996 et article III.6.A.c de l'arrêté du 24 novembre 2009 - Signalisation**

*« Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées ».*

**Délai : 3 mois**

**Article 5 de l'arrêté du 1er juillet 1996 et article III.1.B de l'arrêté du 24 novembre 2009 - Bornage**

*« Des bornes seront mises en place en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.*

*Ces bornes doivent demeurer en place et être visibles jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site ».*

**Délai : 3 mois**

### **Article 2 : Sanctions**

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 3 : Notifications**

Le présent arrêté sera notifié à la Société Entreprise FERAY.

Copies en seront adressées à Monsieur le Maire de Saint-Maur et à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre.

**Article 4: Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Limoges,

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers, dans un délai d'un an à compter de sa publication ou de son affichage, prolongé de six mois à compter de la publication ou de son affichage, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois.

L'exploitant peut également la contester par un recours gracieux ou un recours hiérarchique. Ce recours ne suspend pas le délai de deux mois fixé pour la saisine du Tribunal administratif.

L'instruction d'un recours devant le Tribunal administratif impose de s'acquitter d'une contribution de 35 euros par l'apposition d'un timbre fiscal sur la requête ou de justifier du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle.

**Article 5 : Exécution**

Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, Madame la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, Monsieur le Maire Saint-Maur et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,  
et par délégation  
Le secrétaire général



Jean-Marc GIRAUD